

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22<sup>ème</sup> année - N° 4121 - Mercredi 11 Mai 2022 - Prix : 200 Fc

8ÈMES ASSISES INTERNATIONALES DU TOURISME RESPONSABLE ET DURABLE

## Un véritable plaidoyer pour la destination Comores



Ouverture 8e Assise sur le tourisme Responsable et Durable.

PREMIÈRE ÉDITION DU SOMMET MONDIAL DES  
FEMMES D'EXPERTISE

**Azali : "sortir d'un entrepreneariat  
de subsistance, vers un entrepreneariat  
de développement"**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

Pour être informé,  
je lis la Gazette chaque jour

Prières aux heures officielles  
Du 11 au 15 Mai 2022

Lever du soleil:

06h 14mn

Coucher du soleil:

17h 57mn

Fadjr : 05h 03mn

Dhouhr : 12h 08mn

Ansr : 15h 08mn

Maghrib: 17h 56mn

Incha: 19h 10mn



## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## La sécurité alimentaire, un point fort pour attirer plus d'investisseurs

*Avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO), le ministère de la production a organisé un atelier de quatre jours pour renforcer les compétences des agents de la douane sur le contrôle des importations alimentaires dans le pays. Cette dernière se fera avec le soutien de SABER, un spécialiste en sécurité alimentaire.*

Tout comme le directeur de l'INRAPE Hamza AZALI l'a souligné à l'ouverture de l'atelier, « un aliment qui n'est pas sûr, n'est pas un aliment ». C'est pour rassurer les comoriens sur ce qu'ils vont manger, que ce programme de renforcement du contrôle des

importations alimentaires est initié par le ministère de la production avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO). La sécurité alimentaire est définie comme un paramètre important pour attirer plus d'investisseurs dans le pays. « Un investisseur a toujours besoin de vérifier la qualité et l'hygiène des aliments qu'il consomme », a expliqué le directeur de l'INRAPE pour faire comprendre que le Plan Comores Emergents doit être appuyé par des partenaires et que l'amélioration du système de contrôle alimentaire va jouer un rôle important.

Cet atelier a réuni des agents de douanes et du service de l'INRAPE. Ce sont eux qui doivent avoir les



compétences nécessaires sur le contrôle des aliments. « La plupart des aliments que la population consomme arrivent par voie maritime », précise le directeur de l'INRAPE pour dire que le succès

ou l'échec de la formation sur le renforcement de la sécurité des aliments importés dépend des agents bénéficiaires de la formation dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation a beaucoup

misé.

De son côté le spécialiste en sécurité des aliments M. SABER qui travaille également pour la FAO a dit transmettre les connaissances nécessaires pour permettre aux agents présents de rassurer les comoriens de tout aliments qui seront importés dans les années à venir. Pour les agents des douanes, c'est une occasion pour eux de poursuivre la formation tout en mettant l'accent sur la lourde charge qu'ils auront sur la garantie des aliments « sûrs » et « sains ». Il s'agit aussi de se conformer aux lois et règlement régissant le secteur en matière phytosanitaire.

**Kamal Gamal**

## SANTÉ PUBLIQUE :

## Une vaccination sûre et efficace pour la relance économique en Afrique

*Dans l'objectif d'accélérer la reprise économique après la première récession économique que le continent a connue en 25 ans, en raison de la pandémie de 2020, Africa CDC en partenariat avec la Fondation Mastercard et le ministère de la santé aux Comores ont organisé un atelier de 5 jours de micro-planification sur le programme sauver des vies et des moyens d'existence (SLL) pour les Comores. Ce programme permettra l'accès à des vaccins sûrs et efficaces à travers l'Afrique, contribuant ainsi à l'objectif de l'Union africaine de vacciner 60% de la population africaine d'ici à la fin 2022.*

Africa CDC en partenariat avec la fondation MasterCard a organisé lundi 09 mai un atelier de 5 jours de micro-planification sur le programme « sauver des vies et des moyens d'existence (SLL) » pour les

Comores. Le programme Saving Lives and Livelihoods (SLL) vise à accélérer la reprise économique après la première récession économique que le continent a connue en 25 ans, en raison de la pandémie de 2020. Ce programme permettra l'accès à des vaccins sûrs et efficaces à travers l'Afrique, contribuant ainsi à l'objectif de l'UA de vacciner 60% de la population africaine d'ici à la fin 2022. Pour atteindre cet objectif ambitieux, Africa CDC s'efforcera de déployer un membre de l'équipe d'engagement du pays et un gestionnaire de subventions aux Comores pour soutenir la mise en œuvre des activités.

Dans son intervention le point focal du ministère de la santé auprès d'America CDC Dr Tadjidine Youssouf a expliqué que cet atelier rentre dans le cadre du programme sauver des vies dans le but d'améliorer la reprise économique. « Pour que l'économie reprenne, nous devons pousser les gens à la vacci-

nation. Africa CDC aide les pays dans la vaccination dans le but d'atteindre 60% d'immunité collective de la population Africaine. Les Comores ont fait des efforts dans le cadre de la vaccination. Et l'atelier d'aujourd'hui est de voir nos besoins concernant la vaccination surtout sur la conservation. Mais également sur nos techniques de sensibilisation et comment faire que nos communautés s'approprient la campagne de vaccination », avance-t-il.

De son côté, le chef d'équipe Africa CDC Thaddée Niyoyitungira a expliqué qu'ils ont procédé par une série de questionnaires comportant 7 piliers à savoir la logistique externe, interne, les centres de vaccination, la communication de risques et engagement communautaire, sur la pharmacovigilance, sur l'assistance technique, etc. « Pour ce qui est de la logistique externe, c'est tout un enchaînement mini-structure qui assure les vaccins mais également les auxiliaires de vaccin notamment



les seringues, les Épi pour qu'ils puissent être achetés et acheminés dans le pays. Pour l'interne, c'est comment on s'assure que tous ces équipements puissent à partir des stocks au niveau du ministère de la santé et aux différents structures des centres de vaccination », explique-t-il.

Le conseiller du ministère de la santé a salué les efforts de l'UA pour

son appui constant à tous les pays membres en matière d'approvisionnement, de facilitation via le mécanisme Covax pour permettre à tous ces Etats y compris les Comores de se doter de cette arme o combien importante pour lutter efficacement contre cette pandémie.

**Andjouza Abouheir**

## RELIGION

## A Mohéli, le village de Domoni a introduit sa grande prière de vendredi

*Pour la première fois de son histoire, le village de Domoni à Mohéli, dans la commune de Moimbassa, a introduit la grande prière le vendredi dernier. Un événement qui avait mobilisé plusieurs personnalités politiques,*

*religieuses et des notables. Le gouverneur de l'île n'avait pas manqué l'occasion.*

Situé dans la préfecture du centre, commune de Moimbassa, au Nord ouest de

Mohéli, le village de Domoni a enfin introduit la grande prière de vendredi dans leur mosquée. Une première dans l'histoire de ce village historique de Mohéli et qui fait partie de 7 villages autochtones constituant les entités culturelles et traditionnelles de l'île. L'événement avait mobilisé plusieurs personnalités religieuses, politiques et des notables venus des quatre coins de l'île.

« C'est un vendredi historique pour toute la communauté de Domoni car bien que la plupart des cadres de ce village vivent dans la capitale et ses environs, mais chaque vendredi ils vont se retrouver dans un même lieu de culte

pour l'adoration de Dieu le tout puissant » a indiqué Mohamed Bakri Abdoufatah, l'ancien Ministre des affaires étrangères, l'un des cadres et notables du village mais qui réside à Djoiezi. Et lui de poursuivre « introduire cette prière de vendredi sera aussi un moyen d'échange et de partage d'idées sur le développement communautaire de Domoni ».

C'est le cadî Nidhoimi Madi (Nabhane) qui a assuré la prêche de ce premier vendredi. Selon le cadî, il n'existe pas un verset dans le Coran qui interdit aux musulmans de faire la prière du vendredi avec 4 personnes. Saïd Hassan Abdoufatah, notable de ce village

également a saisi cette opportunité pour rappeler aux fidèles les valeurs d'unité pour un monde meilleur et garantir la paix, la stabilité ainsi que la cohésion sociale dans les milieux de culture. « La plupart des musulmans Comoriens suivent le rite de l'imam Chafiou. Mais il n'y a aucune raison d'insulter ceux qui ont adopté d'autres pratiques » a-t-il suggéré. Dorénavant, tous les domoniens qui vivent dans la capitale sont appelés à se rendre au bercail pour ce grand rendez-vous religieux du vendredi.

**Riwad**



Premier Vendredi à Domoni.

## 8ÈMES ASSISES INTERNATIONALES DU TOURISME RESPONSABLE ET DURABLE

## Un véritable plaidoyer pour la destination Comores

*C'est dans une atmosphère bon enfant que sont ouvertes les 8èmes Assises internationales du tourisme responsable et durable au Palais du Peuple hier lundi. C'est le chef de l'État qui a présidé cette cérémonie.*

**A** l'occasion de l'ouverture de la 8ème édition des Assises internationales du tourisme responsable et durable, le chef de l'État Azali Assoumani a déclaré dans son allocution que cet événement « se tient dans un contexte particulier, puisque marqué par la crise sanitaire mondiale », et qu'il « revêt une importance capitale pour nos pays et leur avenir ». Et de rappeler que « nos

pays sortent, en effet, progressivement, d'une crise sans précédent, qui a touché de plein fouet nos économies nationales, dont la plupart sont largement tributaires du secteur du tourisme, et plus particulièrement les Petits États Insulaires en Développement ».

Le président de la République reste confiant « que les contributions des uns et des autres nous permettront d'atteindre nos objectifs communs, pour plus de développement, dans la paix, l'harmonie et le bien-être ». Par ailleurs, il a invité « le secteur privé national et les investisseurs internationaux à s'intéresser davantage aux secteurs des transports maritimes et aériens mais aussi à l'hôtellerie, pour

ne citer que ces deux domaines ».

Pour sa part le ministre Msaidié en charge du tourisme a souligné que : « le tourisme sera le moteur de la croissance économique des Comores. Nous l'affirmons autant que nous y croyons. Premier socle du PCE, le tourisme est au cœur de la vision de faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030. » Pour y parvenir il a assuré que toutes les structures dont il a la tutelle « vont œuvrer sans relâche pour que toutes les conditions soient réunies pour favoriser l'essor du secteur, du développement des infrastructures à l'aménagement des sites en passant par le renforcement de l'attractivité via une proposition de

valeur à même de permettre aux Comores de concurrencer les destinations comparables ».

Il a rappelé aussi le lancement le 9 mai dernier « des travaux de construction du futur hôtel Galawa, ou encore la distinction obtenue par notre pays pour son honorable participation à l'exposition universelle de Dubaï dont nous sommes sortis avec une médaille de bronze pour avoir su valoriser les atouts de notre pays ».

On a aussi noté aussi les interventions du directeur régional adjoint pour l'Afrique de l'Organisation International du Tourisme (OMT) qui a fait un véritable plaidoyer pour la destination Comores ainsi que du

représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie OIF M. Martin Klassou. Sans oublier le président de l'ONG « Tourisme Sans Frontières » Marc Dumoulin, qui a salué les efforts inlassables des responsables du secteur touristique d'amener à bon port ce chantier promoteur pour l'avenir des Comores dans l'Océan Indien. Ce mardi les panels vont continuer jusqu'à l'achèvement cet après-midi par la synthèse technique des travaux et la validation des propositions.

Mmagaza

## SOCIÉTÉ

## Sensibiliser contre le cancer de l'utérus, une préoccupation pour l'ACCF

*L'association comorienne de lutte contre le cancer chez la femme (ACCF) vient de bénéficier d'une formation qui va lui permettre de sensibiliser la population sur les risques liés au cancer de l'utérus chez la femme. C'est le Ministère de la santé qui a dispensé cette formation du vendredi au samedi dernier à Fomboni.*

**17** membres de l'association comorienne de lutte contre le cancer chez la femme (ACCF), ont participé à un atelier de renforcement de capacités dans la lutte contre le cancer chez la femme. Le but

c'est d'attirer l'attention de ses membres sur les facteurs de risque du cancer gynécologique notamment le cancer du sein et celui du col de l'utérus. « Elle va permettre également à ces femmes militantes d'avoir une meilleure compréhension et de pouvoir jouer convenablement leur rôle dans la sensibilisation à la prévention de ces pathologies » explique le gynécologue Dr Mohamed Ibrahim.

Selon ce spécialiste, il existe trois types de cancer gynécologique dont le cancer de l'ovaire, le cancer du col utérin et celui de l'endomètre. Le premier type prend naissance dans les cellules de l'un ou des deux ovaires. La forme



Formation des membres de l'ACCF sur le Cancer.

la plus fréquente, le carcinome épithélial, se développe à partir des cellules formant la surface externe (épithélium) de l'ovaire. Quant au cancer du col utérin, il se développe à partir de l'épithé-

lium du col de l'utérus. C'est la deuxième forme la plus fréquente chez les femmes, après le cancer du sein. « Le cancer de l'endomètre, se développe à partir du tissu de l'utérus où se réalise la

nidation » explique-t-il.

Selon l'Organisation Mondiale de la santé, l'Afrique enregistre chaque année plus d'un million de nouveaux cas de cancer. Jusqu'à 2008, les Comores ont comptabilisé 495 cas de cancer dont 64% chez la femme et 46,6% des cancers gynécologiques. « Malheureusement le taux de survie des cancérogènes reste très bas et la prise en charge des patients souffrant de ces genres de maladies reste un défi à relever. Le manque d'un plan stratégique national fait aussi débat » regrette le gynécologue.

Riwad

## PREMIÈRE ÉDITION DU SOMMET MONDIAL DES FEMMES D'EXPERTISE

## Azali : " sortir d'un entreprenariat de subsistance, vers un entreprenariat de développement "

*L'Union des Comores accueille du 10 au 14 mai la première édition du sommet mondial des Femmes d'expertise. Pour le président Azali, il s'agit d'un événement d'envergure, appelé à un bel avenir et consacré à la promotion des hommes et des femmes qui, sur le continent africain et dans la diaspora, mettent leur compétences et leur expertise, au service du développement de leurs pays respectifs.*

**L'**ouverture de ce Sommet Mondial des Femmes d'Expertise, ce 10 mai 2022 à Moroni, constitue un moment prestigieux pour les Comores. Le Gouvernement comorien a ainsi aujourd'hui l'opportunité de mettre en exergue sa Stratégie de Croissance pour le Développement durable qui prend largement en compte, la promotion du genre, l'éducation des enfants et en particulier les filles, l'émancipation et l'autonomisation des femmes, en vue de leur pleine participation au développement et à l'émergence du pays. Présent lors de la cérémonie d'ouverture, le président de la République a tenu à exprimer ses remerciements aux Femmes d'Expertise, initiatrices de ce Sommet et leur dire toute sa fierté, pour leur

action en faveur de la visibilité des femmes entrepreneures, de leur accompagnement pour la recherche de financement, et leur aide financière pour le développement de leurs entreprises, aussi bien sur le Continent et dans leur diaspora. « Ce Sommet Mondial des Femmes d'Expertise et surtout la mise en œuvre du projet de formation des femmes, issues des pays africains sub-sahariens et de leurs diasporas, est particulièrement le bienvenu. En effet, ces initiatives louables, qui cadrent parfaitement avec le Plan Comores Emergentes 2030, l'Agenda 2063 de l'Union

Africaine et l'Agenda 2030 du système des Nations Unies, ouvrent la voie, pour les femmes, de sortir d'un entreprenariat de subsistance, pour aller vers un entreprenariat de développement », déclare le président Azali Assoumani.

Le chef de l'Etat a remercié l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture des Comores, pour le partenariat exemplaire qu'elle a su construire avec Femmes d'Expertise, en vue de proposer et identifier les femmes comoriennes ayant besoin d'une formation professionnelle ou entrepreneuriales

ainsi que les modules de formation selon les besoins exprimés par le marché local et y évaluer les besoins en main d'œuvre en lien avec les formations proposées. « Dans un contexte mondial, marqué par la crise sanitaire du COVID-19 et par des tensions internationales, ce projet rencontre également notre totale adhésion car, à travers des formations innovantes, et l'accès facilité aux nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC), il contribuera non seulement à favoriser l'autonomisation du genre mais aussi à augmenter l'impact des femmes entrepreneures dans le PIB du continent », poursuit-il.

De son côté, le coordinateur résident du SNU aux Comores a montré que les femmes comoriennes représentent plus de 50% de la population. Leur pleine et égale participation dans l'ensemble des secteurs et sphères de décisions, ainsi que leur leadership ne sont plus une option pour le développement du pays. Il est revenu sur l'une des recommandations du dialogue national inter-comorien concernant l'adoption d'un système de quotas pour les femmes et les jeunes dans l'espace politique ; notamment lors des prochaines élections municipales et législatives. Et aussi représentation d'au moins 30% des femmes dans les

bureaux exécutifs des partis politiques. J'espère que cette recommandation sera mise en œuvre. « Pour atteindre l'objectif de développement durable numéro 5 relatif à l'égalité des genres, et l'autonomisation des jeunes filles et des femmes, il est essentiel que nous soutenions cette démarche portée par les Femmes d'expertise et le gouvernement des Comores. Les femmes leaders et entrepreneures comoriennes méritent d'être les ambassadrices économiques des Comores, et les premières à bâtir l'émergence du pays au même titre que les illustres femmes bâtisseuses de cité et de sultanat qu'a connu cet archipel. Aujourd'hui plus encore, la pleine participation de femmes au développement demande à faire preuve d'inclusion, d'égalité et de parité », avance François Batingaya.

Quant à Solange Abanda, la présidente de la plateforme Femme Expertise, elle a salué l'engagement de la femme comorienne mais plus de solidarité pour la réussite de l'événement. « Les femmes peuvent contribuer en masse pour le développement du Continent. Et son implication devient obligation pour la construction d'un pays émergent », souligne-t-elle.

Kamal Gamal



## SANTÉ PUBLIQUE

## Cinq jours pour former des épidémiologistes de terrain

*Le lancement de la formation FETP Frontline a eu lieu lundi 9 mai dernier, à l'école de santé de Moroni. Cette formation en épidémiologie de terrain, consiste à former des épidémiologistes de terrain qui seront capables de surveiller, d'analyser et de chercher des signaux sanitaires, pour une prise de décision et une intervention adaptée en cas d'une éventuelle épidémie.*

Pour mieux renforcer les capacités et surtout se préparer afin de disposer d'un pool d'épidémiologistes de terrain, la commission de l'Océan Indien et l'université des Comores avec l'appui de l'AFD et d'autres partenaires, organisent du 09 au 14 mai un atelier de formation FETP Frontline. Vingt-cinq participants composés d'infirmiers diplômés d'Etat, des techniciens de laboratoire, des techniciens vétérinaires et des médecins en santé humaine et animale prennent part à cet atelier.

En effet, la vulnérabilité des territoires de l'Océan indien face au risque épidémique lié aux arboviroses (maladies virales transmises en particulier par les moustiques) mais aussi à d'autres maladies y compris les zoonoses a poussé la COI à organiser cette formation dans la région. « Le présent atelier permet de réaffirmer les efforts du ministère de la santé à travers la COI pour le renforcement des capacités des ressources humaines afin de pouvoir détecter et gérer de façon rapide les maladies émergentes et ré émergentes qui affectent les êtres humains dans les pays de la région et plus particulièrement aux Comores », déclare Ahmed Mohamed, secrétaire général adjoint du ministère de la santé.

De son côté, le directeur de cabinet du ministère de l'éducation Dr Mbaraka Abdallah Charif a précisé l'importance de cette formation. « Cette formation en épidémiologie de terrain, en abrégé FETP Frontline financé par la COI



Formation Epidemiologie.

est indispensable pour l'université des Comores, en particulier le développement de l'Ecole de médecine et de santé publique, qui est en ce moment l'unique institution nationale de la formation et de renforcement des capacités du per-

sonnel de santé de notre pays », souligne-t-il. Ce dernier reste persuadé que la réforme engagée du développement stratégique de l'université des Comores dont l'objectif est de contribuer au développement du capital humain du pays,

permettra incontestablement de renforcer nos structures nationales de santé en ressources humaines compétentes et adéquates pour l'atteinte des objectifs du plan Comores Emergent.

Nassuf Ben Amad

## LIBRE OPINION

## Le Ramadan est fini, et après ?

Normalement pendant le mois de Ramadan nous devrions passer des jours dans le jeûne, des nuits dans la prière. Nous devrions consacrer des bons moments de lecture du saint Coran. Nous devrions être habitués à faire des actes de bien, en aidant les pauvres, en évitant les insultes, les mensonges, les mauvaises langues, le mépris envers les autres, la liste est longue.

Ceux qui ont pu rester dans cette lignée au cours du mois sacré sont ceux qui ont compris l'objectif principal du mois de Ramadan : « Ô les croyants ! On vous a prescrit le jeûne comme on l'a prescrit à ceux d'avant vous, ainsi atteindrez-vous la piété », Verset 183, Sourate la Vache. Ce verset prouve que le jeûne est un acte d'adoration qui a comme objectif principal : la

piété ou la crainte en Allah.

Ceux qui n'ont pas pu rester dans cette voie sont ceux à qui le Messenger d'Allah (PSL) a dit : « Celui qui ne renonce pas aux mensonges et aux pratiques qui y correspondent, à l'ignorance, Allah n'a nul besoin que ce jeûneur renonce à sa nourriture et à sa boisson. » Sahih al-Bukhari. Pour cela (ainsi atteindrez-vous la piété) marque le rapport entre la piété et le jeûne. La piété est de rester dans le licite (halal) et éviter l'illicite (le haram).

Pour mieux comprendre il faut mettre dans sa tête que le Ramadan est une sorte de thérapie chez le musulman. Le vrai état du musulman est de rester sur cette obéissance à Allah Après le Ramadan. Le Seigneur du mois de Ramadan est le même des autres mois. Il est unique, Vigilant et Témoin de

Ses serviteurs à tout moment.

Ce qu'on demande au musulman après le Ramadan, c'est de ne pas revenir à son état de mauvais comportement par rapport à sa religion avant l'arrivée du mois sacré. Il faut qu'il y ait une différence entre l'avant et l'après Ramadan. Prenons l'exemple d'un musulman fumeur qui fumait un paquet de cigarette par jour. En période de Ramadan, il va fumer le soir et ne sera pas capable de finir le paquet le même soir.

La thérapie voudra qu'au moins à la sortie du ramadan, s'il n'a pas arrêté de fumer, au moins il se contente des quelques cigarettes qu'il fumait le soir du Ramadan. En ce sens là, il y a une forte chance qu'il va arrêter à fumer au plus tard le Ramadan suivant s'il le veut.

Mais s'il voulait rattraper son paquet de cigarette en une même soirée, ou s'il revient à un paquet après avoir été capable de fumer quelques cigarettes le soir, cela veut dire que ce

fumeur est rentré dans le hadith cité en haut. Ceci est valable avec les péchés que nous commettons tous les jours avant l'arrivée du mois sacré.

Omar ibn al-Khattab (que Allah lui accorde Sa satisfaction) a dit : « Faites vos propres comptes avant qu'on vous les fasse pour vous... » In cha Allah nous avons tous passé un bon Ramadan, et qu'Allah a pardonné tous nos péchés.

Mouigne Youssouf



## AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT

**Titre :** Appel à manifestation d'intérêt pour la fourniture et livraison de matériel de jardinage professionnel et équipements informatiques

**Contenu :**

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

L'objet de la consultation porte sur « la fourniture et livraison de matériel de jardinage professionnel et équipements informatiques » pour le projet Komor Initiative.

Les détails de la consultation se trouvent dans le dossier de consultation.

**Vous pouvez demander le dossier de consultation complet en écrivant à l'adresse suivante :**  
[log.comores@expertisefrance.fr](mailto:log.comores@expertisefrance.fr)

**Date limite de réception des offres :**  
Le Mercredi 20 Mai à 17h (heure de Moroni)

## COELACANTHES

## Fin de la brouille

Depuis plus d'une semaine, le pays vit au rythme de la polémique naît de la parution dans les réseaux sociaux d'un courrier émanant du Manager général des coelacanthés. Kassim Abdallah affirme qu'il n'a jamais écrit un communiqué et que c'était un message qu'il a envoyé à certaines personnes et il n'avait pas vocation à se retrouver dans la sphère publique.

C'était aux alentours de 20 heures, heure locale, que le manager des veripiya a tenu une conférence de presse dans les locaux de la radio RCM13 à Marseille. D'entrée, l'ancien joueur de l'Olympique de Marseille a tenu à clarifier les choses. « Je n'ai

jamais écrit un communiqué, non plus l'avoir signé », lance-t-il. Et de préciser : « c'est un message que j'ai envoyé à certaines personnes et il n'avait pas vocation à se retrouver dans la sphère publique ». C'est ce qu'il a regretté le plus et parle d'une volonté de nuire. Un sentiment largement partagé dans l'opinion, toutes sensibilités confondues.

Refusant de céder à la polémique, le manager dit vouloir se tourner vers l'avenir, principalement les prochaines échéances des éliminatoires de la CAN 2023. Et pour cela, le manager compte sur la fédération et l'Etat pour accompagner les verts dans leur nouvelle aventure. « On va se donner à fond, quand j'entends parler d'argent ça me fait rire, moi qui est dormi à terre à

Nyumamilima sans lit ni rien », dit-il avec humilité. Et d'ajouter : « Eux, ils sont là pour parler, moi je suis là pour travailler ».

Le manager a tenu à revenir sur la relation qu'il entretient avec la FFC particulièrement le président. « Les relations entre moi et la fédération sont très bonnes, j'ai régulièrement les gens de la fédération, il y'a aucun souci de ce côté là. Comme j'ai dit, dans chaque fonctionnement, ça s'effrite un peu, on se prend la tête. Il faut en arriver à des prises de becs parfois, après on passe à autre chose », souligne-t-il.

Une affirmation qui a le mérite d'être claire, la seule préoccupation reste le match du mois de juin prochain où le manager appelle tout un chacun à faire de son mieux pour



Kassim Abdallah, Manager des Coelacanthés

mettre toutes les chances de notre côté, pour ce premier match des phases éliminatoires de la CAN 2023. Et pour ça il en appelle à ce que chacun reste dans sa position. « Le président doit présider, le Manager manager et l'entraîneur d'entraîner », déclare-t-il. Pas de chevauchement c'est en clair le message que le nouveau Team

Manager a voulu envoyer. A tous, ceux habitués à semer la polémique, il les invite à continuer. Toutefois, il appelle les médias à être plus responsable dans la diffusion des informations qui parfois peuvent être sources de déstabilisation qui ne profitent à personne, sauf aux adeptes du chaos.

AS Badraoui

## SPORT

## Tennis aux Comores, entre passion et sacrifices

Sport d'élite par excellence, le tennis demande beaucoup de moyens que souvent ceux qui le pratiquent n'en ont pas. Mais grâce à la bonne volonté des uns et des autres, ce sport commence peu à peu son implantation dans notre pays.

En faisant une recherche vite fait, j'ai compris pourquoi le tennis a du mal à Prosper et à s'imposer dans les pays du Sud plus particulièrement en Afrique. Une raquette pour enfants coûte en moyenne entre 30 et 110€. En ce

qui concerne les adultes, il faut carrément se priver d'un mois de salaire voire s'endetter d'avantage pour pouvoir s'offrir le précieux sésame. De 135 à 235€ la pièce, il faut oser. Mais comme dans toute passion, c'est le cœur et non la raison qui parle. Les pratiquants de ce sport font d'énormes sacrifices pour pouvoir pratiquer leur jeu préféré. Un amateur du tennis me disait l'autre jour toutes les difficultés qu'il a pour pouvoir se munir de son outil de jeu. « Dans un pays où il y'a pas de boutique spécialisée, on se tourne vers le

système D », disait-il.

En effet, n'eût été l'apport majeur de l'ITF en terme d'assistance technique (octroi de raquettes, ballon, filets...), le tennis comorien aurait dû mal à exister. Malgré les difficultés, les amateurs de la balle jaune ne jurent que par leur sport. Récemment, nous avons vu la participation des jeunes filles Comoriennes au championnat ITF des U16 à Kigali au Rwanda. Une participation rendue possible grâce à l'apport de l'ambassade de France à Moroni et des sponsors comme Sawa Prix qui ont facilité le déplacement de la délégation comorienne composée de trois athlètes, du Coordonnateur National du

Développement du Tennis Junior Asmakou Youssouf Kennedy et du président de la FCT Mahmoud Zayya. Si les résultats ne sont pas encore au rendez-vous, le Directeur Technique National Maoulida Ali Amir s'est dit tout de même satisfait. « Nous sommes loin du niveau africain en général mais, on a vu que les jeunes ont pu tenir dans les échanges. C'est très prometteur dans la suite de leur apprentissage », indique-t-il. Un apprentissage qui va se poursuivre à travers différentes compétitions à venir comme nous a confié le DTN.

Au programme dans les prochaines semaines, le début du championnat des Comores toutes

catégories confondues. Et surtout la semaine olympique du mois de juin qui va être une occasion d'évaluer les athlètes en vue des échéances à venir (jeux des îles, championnat d'Afrique...). On espère aussi que ça sera l'occasion à ne pas manquer pour les acteurs du tennis comorien de se retrouver autour du rectangle pour enterrer la hache de guerre.

Les dissensions existantes entre le tennis club de Moroni et le tennis club de la grillade ne rendent pas service au développement du tennis aux Comores. Mais ça c'est une autre paire de manche.

AS Badraoui



NATIONS UNIES  
COMORES



Organisation  
mondiale de la Santé  
Bureau des Comores

## AVIS DE RECRUTEMENT

L'OMS recrute un(e) :

1- **Assistant(e) Logistique (Grade : G5)** pour une durée de 6 mois, en poste au Bureau des Comores ;

2- **Data Manager(Grade : G5)** pour une durée de 6 mois, en poste au Bureau des Comores

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à prendre connaissance des termes de référence via la page **Facebook OMS Comores**.

• Les dossiers de candidatures doivent être adressés à **Monsieur le Représentant de l'OMS aux Comores** sous pli fermé avec la mention « **Poste de Data manager** » ou « **Assistant Logistique** » et déposés au siège de l'OMS sis à Moroni, à la Maison des Nations Unies ;

• Les copies électroniques des dossiers doivent systématiquement être envoyées à l'adresse suivante : [afwcokmofficial@who.int](mailto:afwcokmofficial@who.int)

• La date limite du dépôt de candidature est fixée au **20 Mai 2022 à 15h00 (heure locale)**.

**Remarques :**

- **Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales les candidatures féminines sont privilégiées.**

- **Seuls les candidats retenus pour des entretiens seront contactés**

**Suivez-nous sur Facebook et Twitter : OMS Comores**

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
Mohamed Youssouf  
**Secrétaire de rédaction**  
Toufé Maecha  
**Rédaction**  
A. Mmagaza  
M.I.M Abdou  
A.O. Yazid  
Andjouza Abouheir  
Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou  
Nabil Jaffar  
Riwad  
**Mise en page**  
Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## FOOTBALL

# Prime de match, le cauchemar des sélections africaines

*Le problème des primes en Afrique est un long serpent de mer, qui réapparaît de temps en temps au gré des compétitions (continentales ou internationales) où prennent part les sélections africaines.*

La désorganisation des pays africains ne se cantonne pas tout simplement dans la mauvaise conduite des affaires de l'État. Elle s'étend à bien d'autres domaines notamment sportifs.

Le problème récurrent des primes de matchs est devenu la marque de fabrique des pays africains à chaque grande compétition internationale tous sports confondus. Le football tout de même détient la Palme d'or. En 2014, à quelques jours du début du mondial Brésilien, la sélection camerounaise avait manifesté son mécontentement et menacé de ne pas jouer le mondial si la prime de 120 000 000 CFA pour chaque joueur n'était versée. En 2010 la prime de 45 000 000 CFA a été versée à la dernière minute pour éviter aux mêmes camerounais de boycotter le mondial Sudafricain. Lors de la CAN gabonaise en 2017, la RD Congo avait elle aussi brandi la menace de boycott si les primes n'étaient pas versées. Cette gangrène ne concerne pas que

les "États faillis". Des pays relativement stables et crédibles sont aussi touchés parfois par ces problèmes. En 2015, la Côte d'Ivoire sacrée championne d'Afrique était confrontée aux mêmes soucis. Sur les 3 500 000 000 CFA alloués aux Éléphants, 600 000 000 CFA ont été volatilisés, et des joueurs en ont pâti de leurs primes.

Aux Comores les primes de matchs et autres participations ne sont pas aussi colossales que ce qu'on trouve ailleurs dans le continent. Néanmoins, à chaque sortie, les cœlacanthes perçoivent différentes primes. Si les Comores n'arrivent pas à la hauteur des pays comme l'Afrique du Sud ou l'Angola, les deux géants de la zone 6 (COSAFA) de la CAF. L'archipel rivalise tout de même avec d'autres pays bien plus riches que le nôtre. Un pays comme Djibouti a choisi d'éliminer les primes de présence. Pour chaque sortie de sa sélection, chaque joueur perçoit 800€ en cas de victoire et 400€ pour un match nul. Le Botswana avec un PIB par habitant de plus de 5000€ paye seulement 500€ la victoire.

Toujours dans la région COSAFA, le Malawi pays avec une richesse 10 fois plus importante que la nôtre (10 milliards/€ PIB) ne fait guère mieux. Pour leur présence, les



joueurs perçoivent des primes de 500\$ et 1000\$ pour une victoire. Durant le regroupement, chaque joueur touche 100\$ par jour. Aux Comores, depuis l'avènement des cœlacanthes, les différents gouvernements ont toujours considéré la question de l'équipe nationale comme prioritaire.

On nous dit que l'État aurait dépensé plus d'un milliard de nos francs pour la prise en charge de tout ce qui est dépenses lors de la

dernière CAN au Cameroun.

Si jusqu'à maintenant comme tout ce qui concerne les chiffres aux Comores, les primes des verts restent un secret bien gardé. Des gens bien informés avancent quelques chiffres. Pour une victoire, chaque joueur des cœlacanthes toucherait environ 1000€. Pour chaque regroupement, chaque joueur touche une prime de présence de 1000€ et 300€ par jour.

Autant dire une misère pour nos

expatriés, mais un effort conséquent pour un pays aux moyens limités comme le nôtre. Le problème n'est pas plus un problème de moyens qu'organisationnel. Il est temps que l'État cesse de toujours vouloir régler les problèmes dans l'urgence et mettre en place un programme de planification ou les charges seront répertoriées pour éviter les flottements de dernières minutes.

AS Badraoui



## SOUTIEN AU SECTEUR DE LA JUSTICE AUX COMORES

### Projet « Mahakama Ya Wusawa »

#### APPEL A CANDIDATURES POUR LE POSTE DE CHARGE D'APPUI A LA GESTION

Pour le bon fonctionnement de la cellule de Gestion du Projet « Mahakama Ya Wusawa », financé par l'Agence Française de Développement, le ministère de la Justice, des Affaires Islamiques et de la Fonction Publique lance un appel à candidature pour le poste de chargé de gestion de la cellule du projet.

Le présent appel à candidatures concerne les ressortissants de nationalité comorienne

Ville : Moroni

**Format de contrat :** Le Chargé d'appui à la gestion bénéficiera d'un contrat de travail d'une durée de 30 mois, avec une période d'essai de 6 mois.

**Date limite d'envoi des candidatures :** 20/05/2022

→ Les candidatures féminines sont encouragées.

Le processus de sélection se déroulera selon les étapes ci-dessous :

1) Réception des candidatures : au plus tard le 20/05/2022 à 11h00 Moroni

2) Pré-sélection des dossiers : entre le 21 et le 23/05/2022 (date indicative)

3) Audition des candidat.e.s pré-sélectionné.e.s par un collège présidé par le coordonnateur pédagogique de la formation : à partir du 25/05/2022 (date indicative)

**Composition des dossiers de candidatures : CV + diplômes et attestations certifiés conformes à l'original+ lettre de motivation adressée au Ministre en charge de la Justice**

**Qualification :** Diplôme minimum de bac+4 ou équivalent dans le domaine de la Comptabilité ; Gestion Financière ou Administration ;

**Le dossier complet d'appel à candidatures, précisant les détails sur la fiche de poste du Chargé d'appui à la gestion, peut être retiré auprès du Secrétariat Général Adjoint du Ministère de la Justice – sis place de l'Indépendance à Moroni, ou sur demande à l'adresse électronique suivante : [projet.myw.mj@gmail.com](mailto:projet.myw.mj@gmail.com)**